

Lorenza  
Coray-Dapretto

## ***Une township sud-africaine : quelques échelles de lecture***

Mon travail sur le théâtre communautaire des *townships* sud-africaines m'a amenée à utiliser et à contempler des plans des plus importantes villes sud-africaines, mais aussi à réaliser qu'aucun détail de ceux-ci ne suggérait l'existence d'une ou de plusieurs *townships* sur le terrain examiné. [Voir ci-après les plans de Johannesburg et de Cape Town.]

En réalité, sur les cartes d'il y a quelques années, ces lieux n'étaient même pas indiqués : sans existence officielle comme la majorité «non-blanche» de la population sud-africaine qui, comme on sait, n'a obtenu le droit de vote qu'après les élections de 1994.

En regardant ces plans, je me suis posé la question de savoir *comment on pouvait en fait caractériser une township* au delà des piètres définitions qu'on donnait de ces lieux avant que les événements récents en Afrique du Sud ne transforment une partie de la terminologie. Le dictionnaire *South African English*, composé par Jean Branford, définit une *township* dans son édition de 1987

comme «an area set aside for non-white occupation» (zone réservée pour des résidents non-blancs).

C'est-à-dire les Noirs, les Métis et les Indiens, qui n'avaient pas le droit d'habiter dans le centre des villes sud-africaines. Chaque groupe «racial» étant en outre obligé de vivre dans des *townships* séparées, selon la tristement connue politique du régime d'*apartheid*, ce mot signifiant justement «séparation».

Depuis l'accès au pouvoir de la majorité noire en 1994 et la décision de créer un Gouvernement d'Unité Nationale jusqu'en 1999, l'*apartheid* a pris fin, du moins en théorie. Ces zones dites «*townships*» ne sont plus des lieux réservés pour des résidents non-blancs. Chaque citoyen a le droit de s'établir où il le veut, du moins aux termes de la loi. D'ailleurs, au cours des dernières années le principe de résidence obligatoire et de séparation avait déjà donné naissance à nombre d'exceptions.

Mais il reste le fait que les *townships* existent évidemment encore et qu'elles ont fort peu changé. Des millions de personnes y vivent et il est vraisemblable qu'elles le feront aussi dans le futur, autant pour des raisons économiques et de disponibilité de nouveaux logements qu'en raison d'un réel attachement au lieu.

Durant la période de l'*apartheid*, ces agglomérations urbaines satellites des plus grandes villes sud-africaines (comme Johannesburg, Cape Town, Durban, Port Elizabeth et tant d'autres) ont longtemps été des foyers de résistance à l'*apartheid*. Tout le monde connaît les noms de Soweto, Sharpeville, Alexandra, Crossroads, Langa, auxquelles des soulèvements et des événements tragiques sont liés.

Il serait donc presque logique de parler de ces lieux typiques sud-africains en les replaçant historiquement d'un point de vue socio-politique. Cela me pose toutefois au moins un problème de taille : désirant *situer ces lieux dans l'espace et dans le temps de façon dynamique*, j'aimerais éviter un récit qui suive exclusivement un axe temporel *linéaire*.

Ce dont j'aimerais parler, c'est de la façon dont les *townships* opéraient (et opèrent encore dans le 99% des cas) dans le cadre de ce qui a été leur processus de conception, qui maintes fois a été voulu par le gouvernement lui-même, alors que d'autres fois il a eu lieu de manière tout à fait spontanée. Et pas seulement dans des

zones de «*shacks*» (cabanes ou refuges plus ou moins permanents), qui ont proliféré sur beaucoup de terrains vagues disponibles à côté des grandes villes sud-africaines ou à l'intérieur des *townships* mêmes. En fait, si l'on se réfère à l'étude de J-B. Onana [1996] sur l'aménagement urbain en Afrique du Sud, étude qui a paru alors que j'étais en train d'écrire cet article et qui concerne particulièrement les «*townships*» et les «*homelands*» sud-africains, le tiers du parc urbain de l'Afrique du Sud est constitué de logements informels. L'auteur subdivise [pp. 109–111] ces logements en informels spontanés, informels légaux et dépendances extérieures d'immeubles à usage professionnel ou d'habitation. Une des différences entre le premier et le deuxième type est que les premiers ont été construits d'habitude par les occupants eux-mêmes et dans des zones extérieures ou intérieures aux «*townships*», dans des endroits sans aucune infrastructure ni aucun service urbain. Tandis que la deuxième catégorie a bien été construite d'habitude aussi par les occupants eux-mêmes, sur des zones avec un minimum d'équipement (fosses d'aisance, points d'eau), mais la promesse d'un aménagement définitif des lieux n'a souvent pas vu le jour et les sites se sont développés en marge de toute planification véritable.

Une *township* est, dans la plupart des cas, un lieu particulièrement vivant qui a largement échappé au désir de contrôle et d'oppression du régime d'apartheid. Mais la richesse dont une *township* est emplie n'apparaît pas à tous les observateurs ou visiteurs occasionnels, dont le niveau de perception est souvent fort différent et éloigné de celui qui y réside.

Il n'y a là rien d'étonnant. Si on considère une *township* au sens bakhtinien, non pas comme un objet d'étude mais comme un *texte* produit par l'Autre, texte qui se construit de façon dialogique et dynamique *en interaction avec* l'Autre, nous voyons que pour capter un de ces lieux nous devons en faire ressortir les processus qui les animent et leur dynamique.

Au lieu de remonter de façon linéaire dans le temps, nous chercherons donc à faire ressortir *quelques échelles caractéristiques* d'une *township* dans le but de créer un tissu parlant qui puisse évoquer un *rebond* et non un «*statu quo*».

Pour cette approche nous sommes donc inspirée du principe dialogique de Bakhtine, mais aussi de la méthode utilisée en

sémiologie de l'architecture par Philippe Boudon [1992]. Celui-ci fait effectivement ressortir ce qu'il appelle des «*échelles*» comme méthode d'investigation pour l'architecturologie.

Chacune d'elles constitue un *champ d'investigation* possible du travail de conception architecturale. Ces champs d'investigation correspondent à des dimensions différentes, au sens mathématique.

En découpant et en isolant ces dimensions et ces moments privilégiés du travail de conception en architecture, on vise à comprendre les processus en œuvre lorsqu'on construit un bâtiment. Pour chaque édifice on utilisera plus d'une échelle : fonctionnelle, technique, optique, visuelle, socio-culturelle ou autre. Une liste identique d'échelles pouvant fonctionner tant du point de vue de la conception que de la perception, quoique les échelles concernées soient, de ces deux points de vue, sémiologiquement distinctes, s'agissant d'un même objet.

Si l'on part de l'exemple très simple d'une piscine, on verra que quatre échelles différentes correspondent aux mesures de ce parallélépipédoïde. La mesure de la largeur renvoie à la possibilité de laisser passer des nageurs à l'intérieur des différents couloirs sans qu'ils se heurtent. On a donc ici une échelle fonctionnelle. La longueur de la piscine, de 25 ou 50 mètres, répond par contre à une norme édictée à l'intérieur de la société et se rapporte donc à une échelle socio-culturelle. La profondeur du bassin évite au plongeur de toucher le fond, ce qu'on pourra appeler une échelle technique. Le fait qu'il existe un petit bassin à l'autre bout de la piscine pour permettre aux enfants de garder la tête hors de l'eau constitue encore une autre échelle que Boudon appelle échelle humaine.

Si l'auteur admet qu'on puisse discuter de l'adéquation de telle ou telle échelle au cas qu'elle est censée recouvrir, il souligne l'importance de manifester la *différence* des modalités de mesure et de les nommer. De la même manière il examine les échelles de conception d'un bon nombre de bâtiments connus dans le monde.

J'ai donc eu l'idée d'élargir cette théorie conceptuelle en la transposant des bâtiments aux *townships*. Dans le choix de mes échelles et par là dans la mise en relief des différentes dimensions des *townships*, j'ai cherché à donner, ne fût-ce que partiellement, l'idée de la dynamique d'un tel lieu.

Ma démarche et ma perspective sont par conséquent synchroniques et non diachroniques. Le choix des échelles et de leur dénomination m'appartient et, bien sûr, il n'a rien d'exhaustif.

### *Échelle d'éloignement/rapprochement*

Une *township* est une zone urbaine complètement dépendante d'une ville, même si elle se trouve à une certaine distance de celle-ci. Cette distance est en fait *stratégique*. Elle va d'un minimum de quelques kilomètres à un maximum de plusieurs dizaines de kilomètres, mais elle doit toujours être à la fois *suffisamment près et suffisamment loin* de la ville.

Suffisamment proche pour permettre aux travailleurs de se rendre en ville chaque jour, en utilisant les moyens de transport en commun ou à disposition, et de retourner dans leur *township* le soir.<sup>1</sup>

Suffisamment éloignée pour ne pas donner à ces travailleurs le droit de résidence dans la ville. Ils étaient en fait considérés comme des résidents temporaires des villes blanches et ils devaient être en possession de documents de tous types : de travail, de résidence, de voyage, afin de permettre aux autorités d'avoir un contrôle pratiquement total sur les mouvements des Africains à l'intérieur du pays.

Les travailleurs saisonniers venant des zones plus lointaines (souvent rurales) étaient concentrés (et le sont encore aujourd'hui) dans des foyers d'hébergement collectif (des baraques sans aucun confort et surpeuplées appelées «*hostels*»), destinés aux seuls hommes et situés d'ordinaire en bordure des *townships*. Ces travailleurs forment une population et un monde à part, qui ne se mélange pas avec les autres résidents des *townships*.

Une *township* avait fondamentalement deux raisons d'être :

- a) fournir un réservoir de main d'œuvre à la ville ;
- b) regrouper la population non-blanche dépendante de la ville à une certaine distance de celle-ci, de façon qu'en dehors des heures de travail elle se trouve ailleurs qu'en ville et que, du fait qu'elle est groupée, elle puisse être facilement contrôlée.

La mesure d'éloignement des *townships* des villes suit d'habitude l'ancienne hiérarchie raciale du temps de l'apartheid. C'est-à-dire que les *townships* métisses et indiennes sont plus proches du centre-ville que celles dites noires. Mais on ne peut pas généraliser au delà de certaines caractéristiques comparables, parce que chaque *township* englobe des communautés historiquement différentes et a eu un processus de constitution qui lui est propre et qu'elle revendique.

Le fait reste néanmoins que cette distance stratégique des *townships* a une longue histoire et remonte bien plus loin que l'accession au pouvoir du Parti Nationaliste afrikaner en 1948. Les premières lois qui réglementaient la mobilité de la population non-blanche des villes datent de 1923, époque de l'Union Sud-Africaine (1910/1931). Elles furent modifiées plusieurs fois avant de devenir très consistantes dans les années 50–60, où la plupart des *townships* actuelles furent construites ou redimensionnées.

Ces zones ont été appelées de façon différente selon les époques : les *African Reserves* au siècle passé étaient des centres qui, comme Umtata et d'autres centres urbains du Transkei, obtinrent souvent avant 1910 le statut d'enclaves autonomes.

Ensuite on aura les «*locations*» dans des zones blanches. Il s'agissait justement de lieux d'établissement pour les Non-Blancs en marge des villes et déjà au début du siècle elles furent soumises à des législations spécifiques.<sup>2</sup> La création de zones de résidence séparée pour les Non-Blancs avait officiellement pour but d'éliminer les banlieues malsaines et de contrôler le crime et la violence, mais la vraie raison était de ségréguer les «Non-Blancs» de la population blanche.

Toujours dans ce but et pour réduire le nombre de Non-Blancs ayant droit de résidence en ville, on évacua des villes des zones entières mixtes et on rasa totalement des quartiers urbains, comme (en 1956, à Johannesburg) *Sophiatown*, qui devint zone blanche sous le nom de *Triomf*<sup>3</sup> et dont la plupart des habitants allèrent constituer l'actuelle SOWETO (*South Western Native Township*)<sup>4</sup>, ou *District Six*, zone métisse de Cape Town<sup>5</sup> qui devint zone blanche en 1966–67.

On estime que sous l'apartheid on a assisté au déplacement forcé de populations –des Africains, des Métis, des Indiens et même

des Blancs— représentant plus de trois millions d'individus, dont une grande partie dans des zones urbaines. La population de l'Afrique du Sud en 1993 était de 40,7 millions d'habitants. Les Africains représentent 76%, les Métis 8,5%, les Indiens 2,5% et les Blancs 13%, selon l'ancienne classification raciale.

Dans cette échelle d'éloignement/rapprochement des *townships*, on voit donc une volonté politique délibérée de ségrégation, d'exploitation et de contrôle des populations non-blanches, de la part des différents gouvernements sud-africains. Une autre échelle de conception des *townships* confirme précisément cette politique.

### *Échelle de contrôle spatial et économique*

Les *townships* ont été conçues ou adaptées de manière à faciliter des formes directes ou indirectes de contrôle social ou économique.

La plupart des *townships* urbaines —Soweto en est un exemple— ont une unique voie d'accès et elles étaient entourées de «zones-tampon». Les postes de police étaient situés à l'entrée et il était relativement facile de bloquer une *township* entière.

Du point de vue économique les *townships* n'avaient pas le droit de comporter des zones commerciales ou industrielles. Elles restaient en cela complètement dépendantes des zones blanches, même pour le plus simple achat de marchandise. Sauf pour des marchés de denrées alimentaires et quelques activités d'artisanat, les résidents des *townships* étaient obligés de s'approvisionner dans les villes blanches.

Les habitants des *townships* ne pouvaient pas non plus, jusqu'à tout récemment, devenir propriétaires de leur maison, et cela indépendamment de leur situation financière. Le but étant de ne pas les laisser devenir résidents stables des lieux, mais de les maintenir toujours avec le risque d'être déplacés dans des *homelands* «ethniques» d'origine.<sup>6</sup>

En fait, jusqu'en 1986 tous les Noirs d'Afrique du Sud qui se trouvaient en dehors des frontières des *homelands* étaient recensés comme immigrants. Leur présence dans les zones urbaines était régie par des contrôles stricts et la résidence permanente dans les *townships* n'était pas un droit, mais une exemption conforme à la

Section 10 du *Bantu Urban Areas Act* de 1945 (cf. Ari Sitas [1996]).

Si on reconnaît dans cette description des *townships* des échelles de conception très claires, on peut aussi se douter que la population de celles-ci, souvent contrainte par la force à changer de lieu de résidence, n'a pas eu pour but uniquement de s'installer dans des dortoirs, mais qu'elle a tout naturellement transformé ces lieux en quelque chose de différent.

Habiter un lieu, c'est lui donner une âme. C'est aussi l'ouvrir à l'imaginaire des associations d'idées et de la culture qu'on amène en ce lieu.

Nous mentionnerons donc d'autres échelles, qui nous feront mieux comprendre ce que c'est qu'une *township* en réalité et comment une dynamique interne très puissante peut être à l'origine d'autres dimensions qui n'étaient pas vraiment voulues ou prévues par les architectes de l'apartheid.

### *Échelle socio-culturelle*

Une *township* n'est justement pas un dortoir, mais un endroit extrêmement vivant où il existe des activités culturelles communautaires très importantes, comme par exemple le théâtre populaire que j'ai étudié (L. Coray-Dapretto [1996]). Ce type de théâtre, prérogative surtout de groupes de jeunes, a été et est encore un moyen d'expression très important d'une communauté à qui l'apartheid, la violence politique et la tentative de désagrégation de la structure familiale traditionnelle avaient presque retiré toute possibilité de se faire entendre.

D'autres activités culturelles importantes sont liées à des événements de la vie de chacun, comme les mariages ou les enterrements, qui donnent lieu à des cérémonies organisées avec un soin extrême où une bonne part de la communauté participe, sur la base de la culture africaine d'origine (mais urbanisée) des différents groupes.

Dans le cas des mariages, à part la fête en soi, de véritables compétitions de danse ont lieu entre les groupements familiaux du nouvel époux et de la jeune mariée. Dans les cérémonies d'enterrement, qui impliquent des deuils très longs, la musique et

les chants sont toujours présents, dans des liturgies qui se déroulent autant à la maison qu'à l'église. Les églises sont aussi d'ailleurs des lieux culturels et artistiques par excellence avec leurs chœurs et leurs chants. Ces même églises qui ont été un lieu de résistance sous l'apartheid, en particulier à l'occasion des enterrements dus à des affrontements politiques tragiques, sont aussi des endroits privilégiés pour des offices religieux de grande ferveur, où l'accent est mis sur un rituel étalé à la vue et où on utilise des habits élaborés faits à la maison et d'autres symboles iconiques. Les chœurs sud-africains remontent à une tradition fort ancienne, tout comme les compétitions de chœurs qui avaient déjà lieu en zone rurale. En dehors des églises on peut apprécier ces formes artistiques dans des concours organisés par les travailleurs migrants des *hostels*, par exemple à Johannesburg.

Dans les *townships* on a encore des *shebeens*, des stades, des centres communautaires. Les *shebeens* sont des lieux où l'on peut boire de la bière, qui était naguère distillée de façon clandestine par des femmes dont c'était le moyen de subsistance. Souvent on peut aussi y manger ou y écouter de la musique, surtout en fin de semaine quand on n'a pas l'obligation du travail.

Dans les grandes *townships* comme Soweto, il existe aussi des stades, qui sont utilisés pour toutes les occasions importantes et également pour des rassemblements politiques.

Tout récemment on a construit dans les *townships* des centres communautaires polyvalents, qui ont une activité autant sociale que sportive, politique ou artistique. Mais les écoles sont encore employées pendant l'après-midi, par manque d'autres espaces à disposition, pour s'entraîner quand on organise des spectacles.

L'échelle socio-culturelle dont je parle interagissait donc de façon importante et interagit encore considérablement avec les autres échelles que j'ai décrites plus haut, sans pouvoir toutefois changer certaines données qui sont encore actuelles et qui se modifieront seulement après un temps très long. Les lieux de travail, les principaux centres marchands ou de loisir se situent toujours très loin des habitations des *townships*, même si un grand effort est fait pour fournir à ces dernières des équipements de base et qu'on cherche aussi à y installer des industries et à en faire des villes à part entière.

La première librairie a vu le jour à Soweto, dans le quartier de Dobsonville<sup>7</sup>, en juillet 1995. Soweto est considérée un peu comme une *township-pilote* et elle a maintenant trois stations de radio locale : «Voice of Soweto» (VoS) a une fréquence à soi, tandis que «Soweto Community Radio» (SCR) et «BUWA Station» partagent une même fréquence. SRC est née de la volonté d'une organisation communautaire multimédia basée à Dube au Centre Communautaire de Ekhaya. Son but est de servir la communauté et pour l'instant elle est animée par des bénévoles [*Mail & Guardian*, 19–25 janvier 1996, «The Sweet Sounds of Soweto»].

Ces signes sont encourageants, mais l'échelle d'éloignement/rapprochement et de contrôle, surtout économique, pèse encore très lourd sur la vie des habitants des *townships*. Se déplacer de celles-ci coûte cher en temps et en argent. La quantité de chômeurs qui résident dans les *townships* est très élevée (45 à 55% de la population noire sud-africaine est sans emploi). Tout cela pourrait rapprocher ces lieux nés d'une aberration idéologique d'une situation connue par mainte cité satellite dans d'autres pays du monde, y compris la France (cf. J-B. Onana [1996], pp. 320–23).

D'autres échelles et dimensions caractérisent toutefois les *townships* sud-africaines.

### *Échelle d'appartenance*

Je veux indiquer par cette échelle la perception que les habitants des *townships* ont du lieu qu'ils habitent, en contraste avec la perception qu'un étranger peut en avoir.

La totalité des *townships* sud-africaines a été bâtie sur un fondement d'injustice. Leur existence a causé beaucoup de souffrances à leurs habitants. La population destinée à les habiter s'était opposée de toutes les façons possibles avant d'y être contrainte.

Cela ne s'était pas seulement produit à la suite du déplacement ou de la destruction de lieux comme «Sophiatown» ou «District Six», où une communauté variée et culturellement riche avait tissé un réseau multiracial qu'elle ne pouvait assurément pas reproduire dans ces nouvelles *townships*, conçues sur la base d'une séparation ethnique.

Même dans le cas des squatters de Crossroads à Cape Town, ceux-ci s'étaient opposés à être déplacés dans la nouvelle *township* de Khayelitsha («New Home» en xhosa), située dans un endroit perdu à 35 kilomètres de la ville. Transférés de force, les squatters retournaient à Crossroads pour y reconstruire leurs *shacks*, qui entre-temps avaient été rasés au sol.<sup>8</sup>

Un des résidents de Khayelitsha avait défini cet endroit comme «the last grave of Blacks in the Western Cape». Un autre ghetto racial, situé très loin de la ville, sur des dunes plates. Toujours avec deux entrées et une zone-tampon qui permettait un contrôle militaire total. Des milliers de maisonnettes en ciment (9.000), avec deux pièces : une cuisine-salon-salle à manger, plus une unique chambre à coucher, large de la largeur d'un lit matrimonial, les enfants dormant à même le sol. Avec 9.000 armoires-toilettes séparées, disposées en rangées infinies, l'une après l'autre.

Ces maisons d'allumettes étaient envisagées comme des unités de base que les résidents étaient censés agrandir et développer. Avec leurs installations sanitaires séparées et un toit solide sur la tête, elles auraient dû, malgré leur dépouillement extrême, constituer une amélioration par comparaison aux *shacks*. Mais c'était exactement le lieu qui –par son éloignement et son aspect désolé et répétitif– pouvait amener à la *désintégration totale de la communauté*. Les *shacks* de Crossroads avaient été constitués surtout par des femmes venues avec leurs enfants des zones rurales (par exemple du Transkei) pour rejoindre leur mari et chercher à reconstituer leur famille. Quel sens alors de les envoyer à 35 kilomètres, sans qu'elles aient même l'argent pour se rendre en ville ou à un hypothétique poste de travail ?

Khayelitsha peut sembler un cas urbanistique et politique limite, mais nous avons vu les mêmes maisons toutes pareilles avec leurs toilettes séparées ressemblant à des cabines téléphoniques près de Port Elizabeth. On nous a dit qu'elles avaient été construites, *sciemment*, sur un terrain sacré : un lieu traditionnel de sépulture. Ce qui ne facilitait certainement pas leur occupation par la population noire.

Comment développer alors son propre sens d'appartenance à un tel site ? Comment en faire «un lieu à soi» ?

L'être humain ne peut pas vivre longtemps sans racines. Après les premiers chocs de la persécution et de l'extirpation, il cherche à aménager son nouvel espace physique et social.

C'est ce qu'ont fait les habitants des *townships*, et surtout les femmes, qui sont depuis toujours le point de repère de la famille africaine. Même dans des zones de *shacks*, ils ont cherché à prendre possession du terrain, à le rendre humain. Dès qu'ils en ont eu la possibilité, ils ont construit, aménagé, peint, agrandi ; ils ont acheté des meubles, créé des jardins, des murets d'enceinte.

Des générations entières sont nées dans les *townships* des années 50 et 60. C'est leur lieu d'origine, c'est dans les rues voisines qu'habitaient leurs amis ; c'est dans les mêmes rues qu'on a joué ou qu'on s'est affronté.

Cette dimension d'appartenance ressort donc particulièrement claire. Il ne s'agit pas d'une appartenance ethnique, même si souvent les voisins des zones rurales ont tendance à reproduire leur échelle de voisinage dans les *townships* où ils vont habiter. Ce n'est pas non plus le sentiment d'une appartenance raciale, conçue par l'apartheid, à des groupements noirs, «métis» ou indiens. C'est plutôt le sentiment d'appartenir à une communauté particulière qui a vécu dans le même lieu, qui a vécu les mêmes expériences et qui a tissé des liens, en créant un *background* commun.

Chaque ville sud-africaine de quelque importance est entourée de plusieurs *townships*. Être de Guguletu, de Langa, de Soweto ou de Lamontville a une signification bien différente, mais cela dépasse le simple fait que ces *townships* sont liées à des villes aussi diverses que Cape Town, Uitenhague, Johannesburg ou Durban. A l'intérieur même de Soweto, être de Pimville, d'Orlando ou de Dobsonville fait référence à de tout autres repères.<sup>9</sup>

L'aberration de la séparation ethnique, qui avait tellement poussé l'idéologie de l'apartheid à enchaîner une séparation après l'autre, s'est donc vue confrontée à des lieux de richesse collective, où l'origine ethnique est ressentie comme une référence culturelle et une source d'identité et non pas comme un outil de séparation.

Les *townships* sud-africaines ont à ce jour été très peu étudiées du point de vue des communautés qui les composent et de l'humanité hétéroclite qu'elles représentent. Nous avons nous-même un

peu abordé le sujet dans notre étude du théâtre sud-africain, par exemple à propos des différents développements communautaires et politiques des *townships* dites «coloured» d'Athlone et de Mitchell's Plain<sup>10</sup> à Cape Town (cf. [L. Coray-Dapretto [1996], pp. 148–53 et pp. 166–67]), mais il est clair que des travaux en profondeur restent à entreprendre.

Le sentiment d'appartenir à une *township* n'empêche pas de ressentir des émotions contradictoires à son égard. La vie y est très dure et, même si c'est là qu'on a ses racines, la décision de continuer à y résider, lorsqu'on a le choix, est très personnelle. Beaucoup de nouveaux cadres représentant l'élite politique ou économique sud-africaine ont choisi, après les élections de 1994, d'aller habiter dans des quartiers qui naguère étaient des fiefs blancs. Question de prestige bien sûr et désir, fort humain, de jouir concrètement des fruits de sa lutte, mais ce choix n'est pas toujours bien apprécié par la majorité des gens des *townships* [*The Star & SA Times International*, 31 août–6 septembre 1995, «Soweto is where the heart is»].

Au moins trois autres échelles se doivent d'être mentionnées pour évoquer la dynamique des *townships* sud-africaines : l'échelle de classe sociale, celle d'opposition conflictuelle violente et l'échelle religieuse.

### *Échelle de classe sociale*

Il serait évidemment faux de s'imaginer que les *townships* sud-africaines représentent chacune une classe sociale unique. S'il est vrai qu'une grande partie des habitants des *townships* sont des travailleurs dépendants, il existe toutefois une classe moyenne représentée parmi eux. Les enseignants et les policiers en font ainsi partie, qui habitent souvent des maisonnettes soignées et très jolies à voir, dans des zones des *townships* où peut-être les seuls éléments déficients sont les infrastructures, qui n'ont évidemment pas pu être prises en charge par la population. On trouve aussi de vraies villas, comme à Soweto mais aussi à Port Elizabeth, où on nous en a montré une très originale, appartenant au propriétaire d'une chaîne de taxis. L'échelle de classe sociale exprime donc certainement une hiérarchie, dont l'occupation de telle ou telle demeure est une des marques.

Cette échelle est à l'origine de trois autres sous-échelles, qui sont liées tant à la dimension spatiale qu'à la dimension sociale de l'architecture. Nous les nommerons *échelle de visibilité*, *échelle de répartition de l'espace* et *échelle d'accès aux services*.

L'*échelle de visibilité* prend en considération l'ampleur de vision que les habitants ont à partir de leurs maisons. Celle-ci sera pratiquement nulle, relativement bonne ou très bonne, selon que les résidents habitent des *shacks* (où la vision est limitée aux *shacks* tout proches), des maisonnettes ou des villas. Cette échelle est évidemment liée aux échelles de *répartition de l'espace* et d'*accès aux services*.

Les sociologues définissent le «minimum d'espace vital» comme l'espace qui autorise le déroulement harmonieux de sa propre vie sans créer des conflits en empiétant sur les droits de l'Autre. Or, il est évident que la surpopulation de certaines zones des *townships* ne peut pas tenir compte de ce minimum, qui n'existe ni entre les différentes maisons ou abris ni à l'intérieur des maisons mêmes. Cela n'est pas l'unique raison, mais c'est une des sources importantes de conflits. Un exemple représentatif est celui des *hostels*, où les résidents n'ont souvent droit qu'au seul espace de leur propre lit. Normalement cette carence se cumule avec le manque d'accès aux services vitaux, tels que l'eau, les égouts, l'approvisionnement en électricité, les moyens de transport ou les points de commerce.

Les *townships*, même au moment de leur conception, quand conception planifiée il y eut, étaient très pauvres en infrastructures, au point d'avoir, comme on a vu, des accès à l'eau et aux égouts très réduits, même dans le cas de maisonnettes construites en dur. L'électricité a été fournie seulement dans des années récentes, mais Onana souligne [p. 137] que sur les 271 *townships* que compte l'Afrique du Sud, sept seulement sont entièrement électrifiées et 41 pas du tout (ce qui est une des raisons qui les rendent si dangereuses le soir). La collecte d'ordures ménagères n'est pas non plus une des préoccupations majeures des responsables administratifs de ces lieux où les conditions sanitaires laissent souvent à désirer. De vraies luttes ont quelquefois eu lieu pour le privilège sur un point d'eau. Explication banale, mais dramatiquement vraie, d'oppositions qui n'avaient rien d'ethnique ni de politique.

*Échelle d'opposition conflictuelle violente*

Depuis les élections démocratiques de 1994, la violence politique est complètement retombée en Afrique du Sud, sauf dans la région du Natal où les affrontements entre partisans de l'A.N.C. et de l'Inkatha sont encore importants. L'opposition conflictuelle avec recours à la violence qui subsiste dans le pays a donc plus ou moins les mêmes racines que celle qu'on observe dans beaucoup d'autres endroits du monde, des États-Unis à l'Amérique Latine ou à l'Europe. Elle est liée à des conditions socio-économiques déplorable pour une partie de la population et à une très forte compétition pour de maigres ressources. En Afrique du Sud 40% des foyers vivent maintenant au dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage de 29% touche 55% des Noirs, 34% des Indiens et des Métis, et 21% des Blancs. C'est un chômage qui ne touche pas seulement les jeunes (50% du total), mais aussi toute une population sous-qualifiée.

Évidemment la plus grande part des problèmes liés au chômage, au manque d'habitations et de qualification et à l'accès quasi inexistant à la terre, qui accentue une urbanisation déjà importante, engendrent et multiplient des conflits qui se manifestent dans les zones les moins favorisées du pays : les *townships*. Une seule personne avec un emploi fait vivre ici une très nombreuse famille élargie, mais même l'esprit le plus inventif, la créativité et la solidarité ne sauraient faire face à des situations extrêmes. Les centres des grandes villes sud-africaines, surtout Johannesburg, ne sont pas non plus épargnés par cette tendance croissante vers l'arbitraire.

Il faut ajouter que les Sud-Africains ne sont pas ressortis indemnes de la longue période d'apartheid. Confrontés pendant 50 ans à un État policier où toutes formes de violence physique et psychologique étaient permises, ils ont souvent refoulé mais pas oublié ce qu'ils avaient vécu. Cet État a systématiquement cherché à les déraciner autant physiquement que culturellement, dans leurs structures traditionnelles et dans leurs valeurs, banalisant la brutalité et en arrivant à la faire pénétrer à l'intérieur même des foyers. Comme on a vu dans l'échelle socio-culturelle et dans l'échelle d'appartenance, cet État a eu un succès seulement partiel dans l'accomplissement de sa tâche détestable. Le fait même que

l'Afrique du Sud ait pu avoir une transition démocratique sans le bain de sang auquel de nombreux Blancs s'attendaient en 1994 prouve que les communautés ont «tenu». Ces communautés mêmes sont en train de se réinventer jour après jour à la lumière des événements nouveaux, mais elles se trouvent dans une phase très fragile où les attentes sont justement énormes.

Les jeunes des *townships* sont très perturbés. Dès leur naissance ils ont vécu toutes les phases d'opposition violente dans le pays, à partir de 1976. Rarement ils ont suivi des études régulières, et ils sont au chômage. La structure dans laquelle une grande partie se regroupe est celle des gangs. Les armes à disposition sont innombrables, la police est inopérante, sous-payée et surchargée : elle est même soupçonnée de coopérer avec le crime organisé. Ces organisations de jeunes gangsters, qui contrôlent des crimes pouvant aller du simple larcin jusqu'à la vente de drogue, à l'extorsion et à la prostitution, sont vite devenues des modèles pour des enfants issus très souvent de familles monoparentales et qui se laissent aisément éblouir par les beaux habits, les grosses voitures et les attitudes macho. Il faut comprendre que les chefs de gang sont souvent des références accessibles, qui ne dédaignent pas ce contact avec d'éventuelles nouvelles recrues, qu'on peut facilement utiliser ou envoyer en première ligne [cf. *Weekly Mail & Guardian*, 12–18 mai 1995, «High Noon for the Hard Living Kids», et *The Star*, 20–26 juillet 1995, «Soweto : the good and the bad»].

Les familles ont beaucoup de mal à résorber ce phénomène qui, né de situations d'instabilité exceptionnelles, s'est ensuite consolidé. Elles ne peuvent pas non plus agir seules, en l'absence chronique de structures d'État. Dans certaines communautés, comme à Mitchell's Plain près de Cape Town, on a toutefois créé une organisation très étendue de milice de paix qui s'efforce de contrer, par le dialogue et la vigilance pacifique, cette forte tendance à la violence et au crime [*Weekly Mail & Guardian*, 12–18 mai 1995 «Communities take over from impotent police force»].

Ce type de violence reste un des plus grands défis que le nouveau gouvernement du pays doit relever, avant que le fossé entre les citadelles du bien-être, protégées par toutes sortes de systèmes de sécurité et par des polices privées, et le reste de la population, ne se creuse de manière irréversible.

### *Échelle d'appartenance religieuse*

Les conflits dont on parle ne semblent jamais en tout cas être d'origine religieuse, la dernière composante que nous avons mentionnée. Tous types de confessions se côtoient dans les *townships* sud-africaines, de l'église catholique au culte anglican, de l'islam aux rites sionistes.<sup>11</sup> Les anciennes racines animistes et le culte des ancêtres n'ont pas non plus disparu, et l'on peut encore voir, comme il nous est arrivé près de Port Elizabeth, des campements pour l'initiation des jeunes situés dans des terrains vagues.

La très grande tolérance qui existe à propos de l'appartenance religieuse est une preuve de plus que dans une situation socio-économique et politique acceptable la vie dans les *townships* ne devrait pas amener plus de conflits et d'oppositions violentes qu'à l'intérieur de n'importe quelle communauté ayant une vie équilibrée dans le respect de l'Autre.

### *En guise de conclusion*

A travers toutes ces échelles, qui sont sûrement incomplètes mais que nous espérons représentatives, nous avons voulu donner une idée de ce que peut être une *township*. Sa dynamique est bien sûr le résultat du croisement et de l'interférence de toutes ces dimensions en compétition.

Une *township* est un processus en œuvre, qui se crée et se re-crée à chaque instant. Nous avons cherché à fixer un moment de ce processus, dans l'espace et dans le temps. La *township* de demain sera sûrement différente de celle d'aujourd'hui, mais le processus qui la réinvente perpétuellement gardera sûrement en soi l'impulsion des forces qui sont en train de la structurer et de la façonner en ce moment même.

Des forces positives et des tensions s'opposent dans les *townships* comme à l'intérieur de toute communauté. Nous espérons que les premières auront raison des blessures profondes que la longue période de l'apartheid a laissées en héritage à cette démocratie nouvelle qui est encore en train de se chercher et de se tester.

### **Bibliographie**

- Boraine A. [1989] 'Managing the Urban Crisis, 1986–1989 : the role of the National Management System' ; in : Moss G. & Obery I. (eds.), *South Africa Contemporary Analysis* ; London, Hans Zell Publ.
- Boudon Ph. [1992] *Introduction à l'Architecturologie* (Sciences de la conception) ; Paris, Dunod.
- Coray-Dapretto L. [1996] *Le théâtre communautaire sud-africain : Au rythme de l'Autre* (Critiques Littéraires) ; Paris, L'Harmattan.
- Edgar R. (ed.) [1992] *An African American in South Africa : the travel notes of Ralph J. Bunche (28 Sept. 1938–1 Jan. 1939)* ; Athens – Johannesburg, Ohio Univ. Press – Witwatersrand Univ. Press.
- Journal of Southern African Studies ; *Urban Studies and Urban Change in Southern Africa* (Special Issue, ed. by H. Sapire & J. Beall) ; vol. 21, no. 1 (March 1995), Carfax Publ. Co., Abingdon.
- Lodge T. & Nasson B. [1991] *All, Here, and Now : Black Politics in South Africa in the 1980s* (South Africa Update Series) ; London, Hurst & Co.
- Marchand J. [1988] 'L'invention de dix patries africaines' ; in : Unesco/OUA (eds), Meillassoux C. (dir. publ.), *Verrouillage ethnique en Afrique du Sud* ; Paris – Addis-Abeba, Unesco/OUA.
- Meunier R. [1988] 'Le détournement religieux' ; in : Unesco/OUA (eds), Meillassoux C. (dir. publ.), *Verrouillage ethnique en Afrique du Sud* ; Paris – Addis-Abeba, Unesco/OUA.
- Onana J-B. [1996] *L'aménagement urbain en Afrique du Sud : entre apartheid et pauvreté (1948–1995)* (Villes et Entreprises) ; Paris, L'Harmattan.
- Parnell S. & Mabin A. [1995] 'Rethinking Urban South Africa' ; *Journal of Southern African Studies*, vol. 21, no. 1.
- Sitas A. [1996] 'The New Tribalism : Hostels and Violence' ; *Journal of Southern African Studies*, vol. 22, no. 2.

### **Notes**

<sup>1</sup>Ces transports sont d'habitude le train et des minibus qu'on appelle «taxis». Les vrais bus sont utilisés moins fréquemment parce que rares, plus coûteux et avec des arrêts peu pratiques. Ces transports en commun cessent de fonctionner après huit heures le soir, pour des raisons d'organisation et surtout de sécurité. Les attaques de taxis le soir par des bandes sont très fréquentes, ce qui dissuade leur activité dès le coucher du soleil. Les automobiles privées sont encore relativement rares dans les

*townships*. Elles aussi sont de plus en plus attaquées et volées, après qu'on s'est débarrassé du conducteur. Tout cela représente un réel problème quand on habite une *township* et qu'on veut ou doit rentrer ou sortir tard le soir. Souvent les gens qui doivent se déplacer préfèrent dormir chez des amis plutôt que de rentrer chez eux trop tardivement.

<sup>2</sup> Pendant le XIXe siècle les *locations* étaient soumises à des règlements municipaux assez relatifs. Sous la République Sud-Africaine les premières *locations* étaient plutôt réservées aux Asiatiques. Les Africains qui travaillaient dans les maisons des Blancs étaient en fait supposés habiter dans une chambre à l'arrière de leur maison [*Législation concernant les serviteurs* – 1899].

<sup>3</sup> Sophiatown figure en encadré dans la carte de Johannesburg de 1937 ; Triomf est représenté de même au numéro 80 de la carte actuelle.

<sup>4</sup> Soweto occupe une vaste région qui s'étend des numéros 123 à 127 de la carte actuelle de Johannesburg.

<sup>5</sup> District Six figure en encadré dans la carte de Cape Town tirée de Edgar [1992].

<sup>6</sup> La création des *homelands* ou *bantoustans* en Afrique du Sud, à la suite des Lois de 1951, 1959 et 1971, avait pour but de reconnaître des «unités nationales noires indépendantes» (les anciennes «*Native Reserves*») et de rattacher tous les Africains à une de ces unités sur la base de critères comme le lieu de naissance, de résidence ou la langue parlée. De cette façon les «citoyens» de lieux comme le Transkei (1976), le Bophuthatswana (1977), le Venda (1979) ou le Ciskei (1981) perdaient la nationalité sud-africaine et devenaient des étrangers dans leur propre pays (voir J. Marchand [1988]). Après les élections de 1994 la République Sud-Africaine a été subdivisée en neuf provinces, qui englobent les anciens *homelands*.

<sup>7</sup> Voir carte de Johannesburg, no. 102.

<sup>8</sup> Crossroads se situait au sud de Nyanga, au numéro 67 de la carte de Cape Town, et Khayelitsha se trouve au numéro 85.

<sup>9</sup> Voir le plan récent de Johannesburg aux numéros 125, 126 et 102.

<sup>10</sup> Voir le plan récent de Cape Town aux numéros 46 et 82.

<sup>11</sup> Les églises africaines de type «sioniste», créées depuis le début du siècle, partiellement sous l'influence du christianisme noir américain, réinterprètent de manière originale le message biblique. Elles sont organisées autour de la personnalité de prophète guérisseur de leurs ministres (cf. R. Meunier [1988]).

août 1996

Paru dans *Albion n° 2 (1997)*, pp. 87–108  
(publication du Centre de Recherches d'Études Anglophones,  
Université Stendhal, Grenoble)